



SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DES DOUANES CGT

Sections de Montpellier – Perpignan – Midi-Pyrénées &

DNSCE

CSA d'Occitanie du 6 décembre 2024

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Monsieur le Président, vous présidez votre premier CSA en tant que DI d'Occitanie.

Vous prenez vos fonctions dans un contexte plus que difficile aussi bien au niveau national que localement.

Au niveau national, les fonctionnaires subissent une attaque sur leur statut et sur leur pouvoir d'achat déjà bien en berne depuis maintenant plus d'une décennie.

Et maintenant l'actuel ministre illégitime et censuré Guillaume Kasbarian veut punir les fonctionnaires en mettant en place 3 jours de carence pour l'ensemble de la fonction publique, en abaissant de 100 % à 90 % la prise en charge par l'employeur public du traitement des 3 premiers mois de maladie ordinaire et en confirmant une année blanche au titre des salaires pour 2024. Et que dire de la suppression de la GIPA et du recul de la prise en charge de 50 % de la cotisation mutuelle par l'employeur.

La CGT Douanes dénonce : l'austérité budgétaire, la dégradation organisée des conditions de vie et de travail des agents pour la fin programmée des services publics au profit du privé !

Et maintenant voilà les attaques en règle contre nos pouvoirs !

Après les attaques contre l'article 60, une circulaire du premier ministre rend quasi impossible les contrôles viti en les soumettant au bon vouloir du préfet.

Ce n'est pas comme si nous n'étions pas concernés en OCCITANIE. Les services sont très inquiets pour leur avenir malgré les propos déconnectés de la réalité du ministre démissionnaire de Saint Martin en visite en Bourgogne.

Et que dire des propos sur la supposée corruption des douaniers qui favorise l'importation de stupéfiants !

Nous sommes toujours dans l'attente d'une réaction ferme de notre DG !

Et on s'étonne du manque de candidat aux concours ??

Les vidéo promotionnelles n'y changeront rien.

Au niveau local, en OCCITANIE, la situation n'est pas non plus des plus enviables : l'ensemble des services est en souffrance du fait du manque d'effectif.

Le travail, de plus en plus technique et en perpétuelle évolution ces dernières années impose des changements de méthode et de politique d'emploi qui ne sont pas pensés en amont.

Tout ceci donne une impression de désorganisation.

La réalité c'est que le service public ne tient plus qu'à l'implication professionnelle des collègues malgré une charge de travail toujours plus conséquente.

Et tout cela pour quelle reconnaissance ?

Et pourtant les défis sont nombreux et conséquents !

Nous attendons de votre présidence l'arrêt des tours de passe-passe sur les effectifs, déshabiller Paul pour habiller Pierre, n'est pas la solution.

La prise en compte réelle des besoins en effectifs pour que le travail puisse se faire dans la sérénité ou puisse se faire, tout simplement.

Ça commence mal...

En plein cœur de l'été dernier, vous décidez, sans concertation aucune, une répartition de compétences entre différents services de 2 directions régionales en matière de GNR.

Cela sans étude d'impact sur les services et sur la lisibilité vis-à-vis des opérateurs.

Et, cela va sans dire, sans effectif attaché à cette nouvelle charge dans les services concernés.

Dans les services de la Surveillance la situation se dégrade depuis maintenant longtemps et les conflits se multiplient mettant en jeu la sécurité des agents au travail.

Croyez-vous vraiment que les chantiers de la surveillance vont permettre d'assainir le climat ?

Nous vous alertons, ces ateliers ne font qu'opposer les agents entre eux, car le cadre de travail n'est pas posé.

L'administration ne peut pas s'exempter du cadre légal du travail en se reposant sur certains agents plus malléables en recherche d'une hypothétique reconnaissance.

La démarche, mal encadrée, provoque une violence exacerbée dans les services en laissant les agents s'entre-déchirer pour imposer chacun leur vision du travail.

Les atteintes physiques et psychologiques se multiplient en OCCITANIE, plus aucun service n'est épargné.

La CGT est très inquiète de cette situation.

Nous sommes prêts à travailler avec vous sur ces sujets.

Les collègues sont également inquiets pour leur sécurité au travail, la société étant traversée par des violences de plus en plus dirigées sur les services publics.

Plus généralement nous demandons que soit procédé à un audit de l'ensemble des sites douaniers pour la sécurisation des locaux y compris en matière de sécurité incendie.

Ces dossiers déjà suivis en FS doivent aboutir.

Monsieur le Président, nous vous souhaitons la bienvenue et nous vous tendons la main pour permettre un travail constructif dans l'interrégion.

La CGT a toujours eu à cœur de travailler en bonne intelligence et de faire avancer les dossiers en protégeant nos collègues des errances comptables de l'administration qui veut faire plus avec toujours moins.

Comptez sur nous pour travailler avec vous pour le bien-être des collègues tant au niveau matériel que moral et pour un service public de qualité.

Les élus SNAD CGT en CSA L OCCITANIE